



PREFET DE LOIR-ET-CHER

*Direction des collectivités locales
et de l'environnement*

ARRÊTÉ N°

Mettant en demeure la société Dépôts Electrolytiques et Chimiques (D.E.C.) sur le territoire de la commune de Cormenon, de régulariser sa situation administrative du site au titre du code de l'environnement.

**Le Préfet de Loir-et-Cher,
Chevalier dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur,
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2005.276.10 délivré le 3 octobre 2005 à la société Dépôts électrolytiques et chimiques pour l'exploitation d'installations de traitements de surfaces de métaux sur le territoire de la commune de Cormenon, sis Chemin des Roses, concernent notamment la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les articles 3.2.3.7 et 3.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2005 susvisé ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 7 octobre 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite en date du 8 septembre 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- La consommation annuelle de solvants halogénés à phrase de risque H341 est supérieure à 100 kg (1040 kg en 2015),
- Le ratio 2015 des émissions diffuses en composés H341 est dépassé (58 % au lieu de 15 %), soit 600 kg de COV H341 émis de manière diffuse ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 3.2.3.7 et 3.2.3.2 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que le dichlorométhane est un composé organique volatil (COV) à mention de danger H341, susceptible de provoquer le cancer ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Dépôts électrolytiques et chimiques de respecter les prescriptions dispositions des articles 3.2.3.7 et

3.2.3.2 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

ARRETE

Article 1 – La société Dépôts électrolytiques et chimiques exploitant des installations d'installations de traitements de surfaces de métaux sise Chemin des Roses sur la commune de Cormenon est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes,

- dans un **délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

Article 3.2.3.7 de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2005

« La consommation de solvants organo-halogénés volatils à phrase de risque H341 est limitée à 100 kg/an » ;

Article 3.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2005

« Le flux annuel des émissions diffuses de COV contenant des substances à phrase de risque H341 est < 15 % de la quantité de solvants utilisée » ;

La société Dépôts électrolytiques et chimiques exploitant des installations de traitements de surfaces de métaux sise Chemin des Roses sur la commune de Cormenon est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 3.2.3.7 et 3.2.3.2 en transmettant :

- le bon de commande de la nouvelle installation de dégraissage avant le 31/01/2017,
- le bon de réception de la nouvelle installation de dégraissage avant le 31/05/2017,
- le rapport de mesures et le bilan matière justifiant du respect des VLE à la réalisation complète des travaux avant le 01/07/2017.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Blois, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 – Le présent arrêté sera notifié à la société Dépôts électrolytiques et chimiques.

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le Maire de la commune de Cormenon,
- à Monsieur le Sous-Préfet de Vendôme,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire.

Article 5 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Loir-et-cher, Monsieur le Maire de Cormenon et Monsieur le Direction régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le **22 DEC. 2016**

Le Préfet

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'J' and 'P' followed by a horizontal line and a small 'C.L.' monogram.

Jean-Pierre CONDEMINÉ

6-1-10

10

10 11 12 13 14

15 16

17 18

19

20

21 22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

32

33

34

35

36

37

38 39

40

41

42

43

44

45